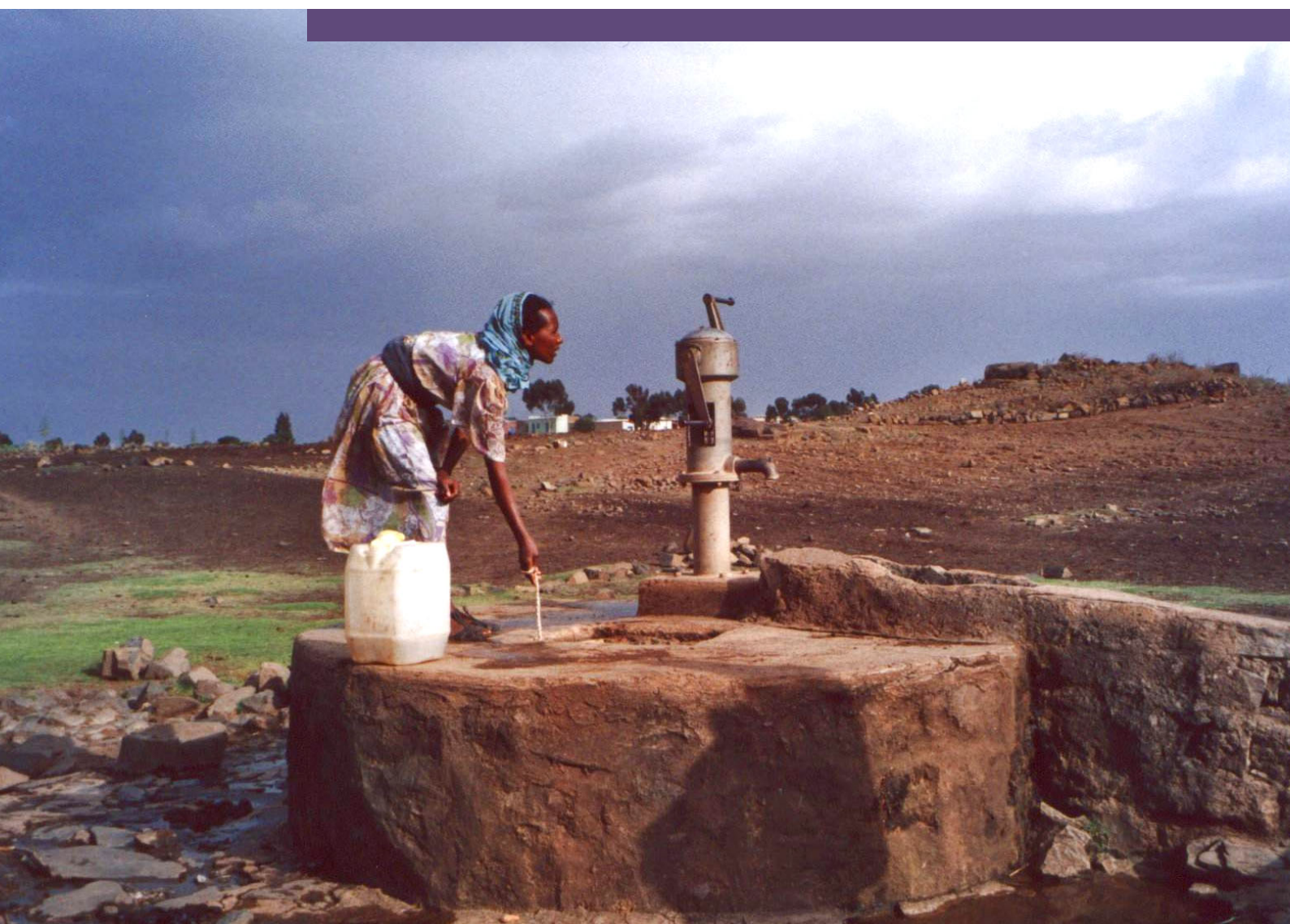


Mythes du secteur de l'alimentation en eau en milieu rural



Introduction

Veiller à ce que les populations habitant en milieu rural à travers le monde n'aient pas à marcher pendant des heures pour collecter une eau potable en quantité suffisante constitue un défi majeur. Ce bref article soulève les problèmes qui se posent à ceux d'entre nous qui s'emploient à améliorer l'alimentation en eau en milieu rural, qu'il s'agisse de bailleurs de fonds, de gouvernements ou d'ONG, de gestionnaires de programmes ou de praticiens. Il examine de près nos résultats limités, identifie les domaines où nos approches méritent d'être améliorées fondamentalement et propose des solutions à certains défis.

D'importants investissements ont été consentis dans l'alimentation en eau en milieu rural. Par exemple, entre 1978 et 2003, la Banque mondiale seule a accordé des prêts d'un montant d'environ 1,5 milliard de \$ EU dans le secteur¹. Des sources ont été protégées; des puits ont été creusés ou forés et équipés de pompes manuelles; des systèmes d'adduction d'eau ont été construits. Cependant, il est déplorable de constater que le rythme des progrès est encore trop lent et la couverture de l'alimentation en eau en milieu rural est de loin à la traîne par rapport à celle des zones urbaines:

- huit personnes sur dix qui n'ont pas accès à une alimentation en eau améliorée vivent en milieu rural. Ceci revient à 780 millions d'habitants de la campagne, contre 136 millions de citadins (Figure 1);
- en Afrique subsaharienne, le fossé est encore plus grand, 272 millions d'habitants de la campagne n'ayant pas accès à l'eau potable, contre 54 millions de citadins (Figure 2);
- en Afrique, le nombre d'habitants de la campagne n'ayant pas accès à une alimentation en eau potable a **crû**, passant de 243 millions en 1990 à 272 millions en 2006.

Cependant, non seulement le rythme des progrès a été lent, mais, il est encore plus regrettable de constater que nombre de systèmes construits n'ont pas continué de fonctionner au fil du temps. Selon les estimations, seules deux pompes manuelles sur trois installées fonctionnent en permanence. Des milliers de personnes qui avaient accès naguère à une alimentation en eau potable doivent à présent dépasser des pompes manuelles ou des robinets en panne pour aller s'approvisionner à leur point d'eau traditionnel insalubre. Malgré les meilleures intentions du monde, le constat demeure que nous, professionnels et praticiens du secteur, avons contribué à cet état des choses de plusieurs manières.

Au fil des années, certains principes ont été mis en place concernant les fondements de la réussite et de la durabilité de l'alimentation en eau en milieu rural. Des expressions telles que «*approche adaptée à la demande*», «*technologie appropriée*», «*exploitation et entretien au niveau villageois*», «*gestion communautaire*» et «*participation du secteur privé*» sont profondément ancrées dans les politiques et stratégies. Cependant, l'adhésion à ces expressions et à d'autres principes n'a guère produit les résultats escomptés. Parfois, ils sont très mal appliqués; dans d'autres cas, ils ne sont tout simplement pas appropriés. Le moment est donc venu pour nous de nous pencher sur certains paradoxes et mythes importants liés à la fourniture de services d'alimentation en eau en milieu rural.

Figure 1: Accès à l'eau potable à l'échelle mondiale ²

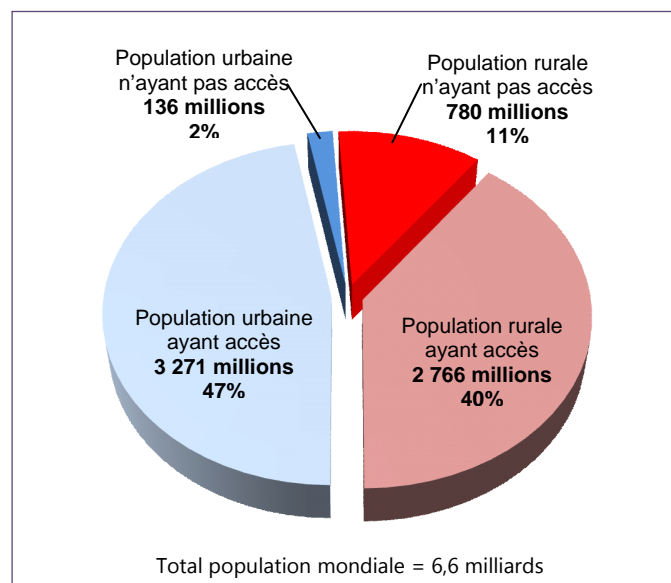
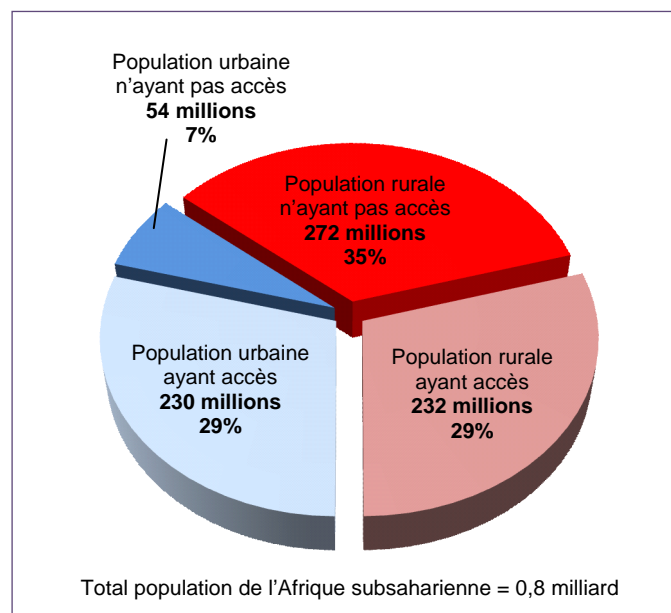


Figure 2: Accès à l'eau potable en Afrique subsaharienne ²



Le présent document présente les mythes du secteur de l'alimentation en eau en milieu rural. À sa lecture, vous vous rendrez compte que certains de ces mythes n'en sont que de nom. Prenons, par exemple, le mythe selon lequel «*la construction des systèmes d'alimentation en eau est plus importante que leur maintien dans un bon état de fonctionnement*». Votre réaction pourrait être qu'il ne s'agit pas d'un mythe, que vous êtes pleinement conscient de l'importance de l'exploitation et de l'entretien. Ensuite, posez-vous la question de savoir ce que vous faites en réalité dans le cadre de vos programmes pour résoudre ce problème important. Nombre d'entre nous sont pleinement conscients du fait que les questions présentées dans le présent document sont des mythes. Néanmoins, la plupart d'entre nous gardons nos habitudes. Un programme de réhabilitation a tendance à reposer sur les mêmes principes de gestion et d'entretien, ainsi que la même formation (le cas échéant), même là où ceux-ci se sont déjà traduits par des pannes de longue durée.

Mythe 1: La meilleure manière d'utiliser les fonds publics consiste à subventionner considérablement le matériel

La majeure partie du financement du secteur public est consacrée aux subventions du matériel. Les auteurs estiment qu'en ce qui concerne les systèmes d'alimentation en eau financés par les gouvernements et les ONG en Afrique subsaharienne, 90 à 100 % des coûts du matériel sont financés par des sources extérieures (c'est-à-dire non pris en charge par la communauté). Cette approche comporte trois conséquences importantes:

- la limitation de la capacité des gouvernements à atteindre davantage de communautés, dans la mesure où chaque système absorbe un financement important;
- la non-prise en compte et la non-mise à profit des autres sources potentielles de financement, en particulier les ressources des communautés et des ménages eux-mêmes; et
- la négligence du renforcement des capacités institutionnelles aux niveaux national et local au profit de la construction de l'infrastructure.

Malheureusement, il est peu probable que des niveaux suffisants de fonds publics soient disponibles un jour pour financer les services en faveur de tous les habitants de la campagne. Compte tenu du faible niveau des dépenses des bailleurs de fonds et des gouvernements, il y a lieu de rechercher les voies et moyens d'utiliser les ressources de manière plus stratégique et de répartir leurs impacts entre un nombre plus élevé de personnes.

Il existe pourtant des exemples de solutions de rechange aux subventions importantes du matériel. Au Bangladesh, l'on estime qu'en 2000, 65 % des puits à pompe manuelle étaient financés par le secteur privé et appartenaient à des particuliers³. L'analyse de la situation au Pakistan, au Niger et au Nigeria confirme que les ménages effectuent d'importants investissements dans l'alimentation en eau⁴. Ces exemples illustrent la possibilité pour les habitants de la campagne d'investir une partie de leurs propres ressources dans l'amélioration de leur propre accès à l'alimentation en eau, lorsque l'occasion leur est offerte (Figure 4).

En fait, avec des ressources financières ou des crédits de montants modestes, des technologies abordables, des prestataires de services locaux (par exemple, les artisans) et la sensibilisation sur les avantages de l'investissement dans l'amélioration des sources d'eau, les villageois peuvent faire davantage pour eux-mêmes que ce que nous les professionnels croyons.

Malheureusement, plutôt que d'essayer d'encourager et d'exploiter ce potentiel, par exemple, en formant les artisans, en démontrant les technologies accessibles au niveau local et en encourageant l'investissement des ménages, d'une manière générale, le secteur s'est enfermé dans un paradigme en vertu duquel les organismes extérieurs continuent de subventionner 90 à 100 % des coûts du matériel.

La meilleure façon d'utiliser les fonds publics ne consiste peut-être pas toujours à subventionner considérablement le matériel. Ainsi, nous préconisons: i) une plus grande reconnaissance de la contribution financière que de nombreux ménages et communautés pourraient apporter en vue d'améliorer leur propre alimentation en eau; et ii) l'amélioration des connaissances et des aptitudes des institutions et prestataires de services locaux afin qu'ils encouragent activement les ménages et les communautés à améliorer leur propre alimentation en eau, c'est-à-dire moderniser les installations existantes ou en construire de nouvelles.

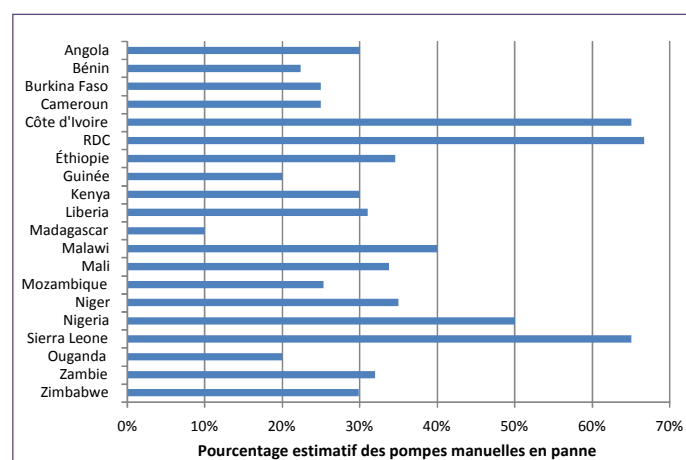
Mythe 2: La construction des systèmes d'alimentation en eau est plus importante que leur maintien en état de fonctionnement

L'objectif de la Décennie internationale de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement (1981-91) consistait à assurer une «eau potable pour tous». Elle a marqué le début d'un nouvel accent sur l'alimentation en eau en milieu rural et de la fourniture rapide d'eau potable. Depuis, les gouvernements, bailleurs de fonds et ONG ont eu tendance à mettre l'accent sur plusieurs objectifs et à s'investir dans la construction de nouvelles infrastructures hydrauliques.

La question de savoir comment sauvegarder les investissements et assurer leur pérennité, d'une manière générale, n'a pas été suffisamment prise en compte. Les questions concernant la manière d'aider les utilisateurs de l'eau après la construction d'une nouvelle infrastructure et qui devrait prendre en charge les coûts d'exploitation et d'entretien à long terme sont considérées comme les «problèmes de quelqu'un d'autre» et constituent une préoccupation mineure pour les organisations qui financent la nouvelle infrastructure. Très peu d'attention est accordée à la manière dont les communautés pourraient traiter des problèmes complexes de la vie quotidienne liés au système d'alimentation en eau. C'est le cas lorsqu'il existe de graves problèmes techniques et dans un contexte de dynamique évolutive des communautés et des systèmes d'établissement, ainsi que de l'accroissement de la population et des pressions financières extérieures.

Les données d'un certain nombre de parties prenantes en Afrique montrent que de nombreuses pompes manuelles, considérées comme une option solide et simple d'entretien, sont en fait en panne (voir Figure 3). De même, plusieurs systèmes d'alimentation en eau en milieu rural sont en partie ou entièrement en panne. Ceci constitue une crise d'investissement perdu dans l'infrastructure. La vérité troublante est que l'infrastructure d'alimentation en eau installée en milieu rural est beaucoup plus difficile à maintenir dans un état de fonctionnement qu'on a pu l'espérer, et tombe en panne souvent avant la fin de la durée de vie nominale, faute d'entretien. Les installations doivent faire l'objet de réparations répétées qui constituent un gaspillage important de ressources. Indépendamment de ce problème, l'on continue de construire chaque année des dizaines de milliers de nouveaux points d'eau en Afrique.

Figure 3: Pourcentage des pompes manuelles qui ne sont pas opérationnelles pour 20 pays sélectionnés



Malheureusement, les gouvernements et les organismes de financement ont des horizons temporels limités et mesurent souvent la réussite de leurs projets d'alimentation en eau à l'aune des dépenses. Le fait de dépenser de l'argent au cours d'un cycle de projet et d'atteindre les objectifs à court terme a tendance à devenir une priorité, au détriment des réalisations à long terme. Il s'ensuit que les budgets sont souvent dépensés, indépendamment du fait que l'infrastructure puisse être maintenue en état de fonctionnement.

De toute évidence, il n'est pas plus important de construire des systèmes d'alimentation en eau en milieu rural que d'assurer leur fonctionnement. Ces deux aspects sont importants. Nous militons en faveur de la mise en place de mécanismes de financement réalistes à long terme et de systèmes d'appui institutionnel qui assurent effectivement la durabilité de l'infrastructure d'alimentation en eau en milieu rural.

Figure 4: Système d'alimentation en eau amélioré appartenant aux utilisateurs au Mali



Figure 5: Réparation d'une pompe manuelle au Malawi



Mythe 3: Les communautés sont toujours en mesure de gérer seules leurs installations

Le secteur a souscrit au concept de la gestion communautaire des installations d'alimentation en eau partagées. Cependant, l'amortissement des équipements est négligé. Sur papier, du moins, les utilisateurs d'eau sont censés constituer des comités de l'eau pour gérer l'entretien de leurs nouvelles infrastructures hydrauliques communautaires et mobiliser les fonds nécessaires à cet égard. Cependant, l'expérience de nombreux usagers montre qu'un nouveau point d'eau est construit, fonctionne bien un certain temps, puis mal pendant une année ou deux, avant de tomber en panne en définitive. Même si les utilisateurs parviennent à faire les réparations mineures, ils éprouvent de la peine à assurer les plus importantes. Ainsi, ils doivent attendre jusqu'à ce que l'installation soit remplacée dans le cadre d'une intervention de remise en état à une date ultérieure inconnue, dans le meilleur des cas.

En dépit de la rhétorique, la mobilisation et la formation de la communauté avant la construction de l'infrastructure ne sont pas toujours assurées ou laissent à désirer. En outre, d'aucuns supposent que toutes les communautés et tous les systèmes sont confrontés aux mêmes défis de base et requièrent les mêmes niveaux de formation et temps de préparation. De nombreux acteurs sectoriels ne prennent pas en compte les réalités spécifiques du terrain. Par ailleurs, l'on se demande si la création de nouveaux comités communautaires formels est universellement appropriée et dans quelle mesure l'on peut s'en remettre au bénévolat.

Il devient de plus en plus clair que lorsqu'un comité est mis sur pied, il a besoin, en général, de l'aide d'agents extérieurs, notamment une autorité locale ou une ONG locale, afin de demeurer motivé et de se recycler ou d'assurer l'initiation de nouveaux membres du comité ou de préposés à l'entretien. Il est également très important de savoir que même de bonnes structures de gestion communautaires ne peuvent maintenir l'infrastructure dans un bon état de fonctionnement si elles n'ont pas été formées et si elles n'ont pas accès à des pièces détachées ou à des services techniques qualifiés.

Figure 6: Une borne fontaine à robinet au Malawi



Étant donné que les communautés ne sont, de toute évidence, pas toujours en mesure de gérer seules leurs infrastructures, nous sommes d'avis que les aspects suivants revêtent une importance capitale: i) une participation et une formation significatives des communautés avant et après la construction de l'infrastructure, en tenant compte de leurs besoins spécifiques; ii) la capacité (en termes d'aptitudes et de ressources humaines), les ressources financières et les systèmes de suivi qui permettent aux communautés de gérer leur alimentation en eau; et iii) la prise en compte intégrale et le test de solutions de rechange à la gestion communautaire, notamment les systèmes appartenant aux ménages ou gérés par un opérateur privé.

Mythe 4: Les populations rurales ont besoin de 20 litres d'eau potable par personne par jour

De manière quasi universelle, les programmes d'alimentation en eau en milieu rural mettent l'accent sur la nécessité de fournir 20 litres d'eau potable par personne par jour. Dans la pratique, la protection de la source ou la construction d'une nouvelle source est considérée comme nettement plus importante que la distance jusqu'à celle-ci. En outre, l'on ignore les autres besoins en eau. Les solutions de rechange, notamment la fourniture de 5 litres d'eau potable par personne par jour, associées à l'exploitation d'autres sources à des fins autres que la consommation directe, sont généralement omises.

Les professionnels et les utilisateurs de l'eau peuvent être en désaccord en ce qui concerne les distances acceptables qui doivent séparer la maison de la source. Les ingénieurs hydrauliciens, qui ont reçu une formation sur l'importance d'une source exempte de pathogènes, insistent en général sur la création de points d'eau présentant plusieurs caractéristiques afin de préserver la qualité de l'eau (injection de coulis, construction de margelle autour du puits, pompe manuelle). Le coût est tel qu'un seul point d'eau dessert plusieurs familles ou un village entier. Ceci se traduit par de longs trajets pour la collecte de l'eau et parfois par de longues queues à la source. Il ressort des données de JMP que le trajet aller-retour pour la collecte de l'eau prend plus de 30 minutes à 18 % des populations en Afrique subsaharienne censées utiliser une source d'eau «améliorée» (et considérées, par conséquent, comme desservies).

La majorité des investissements financés par le secteur public pour l'alimentation en eau domestique sont isolés et ne prennent pas en compte les autres utilisations de l'eau. Cette approche ne prend pas en compte le fait que les communautés elles-mêmes considèrent l'utilisation domestique comme un besoin parmi tant d'autres, notamment l'utilisation de l'eau pour l'agriculture, l'élevage, le maraîchage et d'autres activités productives. La situation est grave; si les tendances actuelles persistent, la majeure partie de l'Afrique ne sera pas en mesure de se nourrir dans 40 années. Bien que la capacité de charge des terres, à l'heure actuelle, soit de 0,1 à 5 personnes à l'hectare, celles-ci devront supporter jusqu'à 14 personnes par hectare cultivable d'ici à 2050, du fait de la démographie et des pratiques agricoles actuelles⁶. La sécurité hydrique est primordiale pour la production et la sécurité alimentaires. Aussi, est-il inapproprié de résoudre les problèmes d'alimentation en eau domestique isolément par rapport aux autres besoins d'eau. Les communautés et les ménages le savent souvent mieux que les professionnels de l'eau qui conçoivent les projets.

Etant donné que la fourniture de 20 litres d'eau potable par personne par jour pourrait ne pas toujours être le besoin le plus adapté pour les communautés rurales, il est urgent: i) de prendre en compte les autres besoins d'eau, notamment pour l'élevage et l'agriculture, et la meilleure manière d'établir un lien entre ces besoins et les besoins en eau potable; ii) de prendre pleinement en compte les valeurs ménagères en ce qui concerne l'eau (en particulier la distance jusqu'à la source et la fiabilité, ainsi que la qualité de l'eau); et iii) de présenter et de démontrer des choix réels et abordables pour l'alimentation en eau des ménages.

Figure 7: L'eau est aussi nécessaire pour irriguer les cultures



Mythe 5: Nous savons ce que nous voulons et ce que nous pouvons obtenir du secteur privé

S'agissant du secteur privé, les professionnels et les praticiens de l'alimentation en eau en milieu rural fonctionnent avec *une double pensée*. D'une part, il existe une importante rhétorique concernant la nécessité de *mettre à profit le secteur privé*. D'autre part, il existe une suspicion et des préoccupations selon lesquelles le *secteur privé n'est pas digne de confiance* et ne cherche qu'à optimiser le profit.

D'une manière générale, le secteur public ne jouit pas d'une très bonne réputation en matière de fourniture des services d'alimentation en eau en milieu rural. Par conséquent, de plus en plus de marchés sont adjugés au secteur privé, en particulier pour la construction. L'accent mis sur l'alimentation en eau des communautés, auquel s'ajoutent les subventions très importantes du matériel, a conféré au secteur privé le rôle quasi exclusif d'entrepreneur pour les programmes ou projets. En outre, la présence des sociétés parapubliques dans le domaine de la construction et les projets des bailleurs de fonds à des taux non commerciaux ont freiné le développement de l'entreprise privée dans le secteur de l'alimentation en eau en milieu rural.

À l'heure actuelle, il existe très peu de stimulants pour encourager le secteur privé à investir dans la construction ou la gestion des infrastructures en milieu rural. Ceci n'est guère surprenant; après tout, combien de sociétés de forage locales peuvent vendre un forage à une communauté si le coût atteint 6000 \$ EU? Cependant, tel que souligné plus haut, il existe des cas (par exemple, Bangladesh, Nigeria, Pakistan, Thaïlande, Niger) où les entreprises privées fournissent les services directement aux populations rurales.

Malheureusement, dans la plupart des pays, l'on a négligé la nécessité de promouvoir le développement des marchés locaux d'infrastructures d'alimentation en eau de manière à permettre aux artisans locaux de construire les infrastructures directement pour les populations locales. En outre, le développement de l'entreprise privée se heurte au manque de confiance des décideurs, à l'ignorance des moyens pratiques grâce auxquels les entreprises privées peuvent jouer un rôle plus important et à l'absence de liens entre les initiatives d'alimentation en eau et les systèmes de microfinance.

Même là où le secteur privé fonctionne dans le cadre d'un contrat, les processus d'appel d'offres et d'adjudication des marchés ne sont pas toujours respectés, la supervision de la construction et la gestion du marché laissent souvent à désirer, la corruption est rampante et il n'existe souvent aucune réglementation. La qualité de la construction en pâtit. Le fait de se fier à des méthodes de passation de marchés inappropriées empêche l'établissement de relations clients-fournisseurs fondées sur la confiance.

En outre, les pratiques de passation de marchés et l'approvisionnement en pièces détachées par le secteur public ont étouffé les chaînes d'approvisionnement pour la construction de systèmes d'alimentation en eau en milieu rural, ainsi que les équipements et les pièces de rechange.

De même, l'entretien des installations d'eau en milieu rural par le secteur privé n'est pas monnaie courante. La communauté et ses comités de gestion de l'eau nouvellement initiés sont censés exploiter et entretenir les installations, après le départ de l'organisme qui a construit le système. Les modèles du secteur privé, qui sont monnaie courante en milieu urbain, notamment la gestion des points d'eau sous forme de «kiosques» à eau ou les contrats de gestion axés sur la performance pour l'entretien, peuvent être applicables, dans une large mesure, en milieu rural.

Les auteurs du présent document préconisent: i) un soutien stratégique afin de permettre au secteur privé de se développer et de devenir beaucoup plus actif en matière d'alimentation en eau en milieu rural; ii) la documentation des technologies viables, ainsi que des systèmes d'entretien et de gestion qui permettent de mettre à

profit le secteur privé; iii) le renforcement des institutions et l'amélioration des mécanismes afin de rendre le secteur privé plus responsable; et iv) des mécanismes de subvention novateurs permettant aux utilisateurs d'agir en qualité d'acheteurs et non de bénéficiaires de la technologie.

Mythe 6: Toute mesure visant à améliorer l'alimentation en eau en milieu rural est digne d'éloges

Dans de nombreux pays, l'amélioration de l'alimentation en eau en milieu rural est une entreprise en vertu de laquelle presque tout le monde peut décider de «faire quelque chose de bien». Une ONG ou un projet peut se présenter dans un village donné et «améliorer l'alimentation en eau» comme bon lui semble. Elle/il peut travailler selon ses propres normes et procédures (si elle/il en a), contourner les politiques et stratégies sectorielles nationales et ignorer complètement les organismes gouvernementaux dans la foulée. Les ONG prétendent souvent que le gouvernement est tout simplement trop corrompu ou qu'il est trop difficile de travailler avec lui. Cependant, les ONG ne font pas toutes un bon travail non plus, et ramer à contre-courant des politiques nationales peut être extrêmement contreproductif pour le pays à long terme. Après le départ des ONG, seule l'administration locale peut apporter le soutien nécessaire aux communautés, du moins si elle est suffisamment forte et dispose de ressources suffisantes.

Il est triste de constater que, d'une manière générale, les communautés et les gouvernements ne sont pas en mesure de responsabiliser les organes d'exécution. L'ensemble des mécanismes de supervision et de suivi sont extrêmement faibles. En général, tout est acceptable:

- les organismes de financement et les institutions de bonne volonté peuvent poursuivre leurs propres intérêts ou ce qu'ils considèrent comme juste et non les intérêts des couches de la population rurale qu'ils sont censés servir;
- les ONG (et l'Etat) ne sont tenues responsables de leurs actions ni aujourd'hui ni cinq ou dix ans après l'intervention; et
- les organismes de financement et les organismes d'exécution peuvent imposer aux communautés leurs horizons temporels limités et cycle de dépenses rigide, quels que soient la saison, la capacité ou le temps qu'il faut aux populations rurales pour planifier la nouvelle infrastructure et se préparer pour celle-ci.

Au sein de la communauté des bailleurs de fonds, la majeure partie du secteur de l'alimentation en eau en milieu rural est encore considérée comme fournissant des services essentiels sur une base caritative à des populations désespérément démunies et impuissantes. En général, il n'existe ni de transparence en ce qui concerne l'investissement ni d'obligation de rendre compte pour les pratiques.

La vérification indépendante des produits et réalisations est extrêmement rare. L'on peut travailler dans le secteur de l'alimentation en eau pendant des années, sans jamais être tenu responsable de ses actions. Une conséquence fondamentale de ce manque de responsabilisation tient au manque de professionnalisme et d'éthique professionnelle parmi de nombreux acteurs.

Les auteurs du présent document préconisent: i) un niveau élevé de coordination entre les acteurs du secteur de l'alimentation en eau en milieu rural aux niveaux national et local; ii) le renforcement des institutions et l'amélioration des mécanismes afin de mieux tenir les ONG, les autres organismes gouvernementaux et bailleurs de fonds responsables; iii) la sensibilisation des organismes concernant les préjudices qu'ils peuvent causer dans les faits, lorsque leurs approches et initiatives sont mal orientées – afin qu'elles prennent conscience de la nécessité de respecter les politiques en vigueur; iv)

l'élaboration de voies et moyens de veiller à ce que les calendriers d'exécution de projet soient dans l'intérêt des populations rurales et non des organismes de financement; et v) des niveaux élevés de professionnalisme et d'éthique professionnelle parmi les acteurs du secteur de l'alimentation en eau en milieu rural.

Mythe 7: Il existe une solution rapide pour l'alimentation en eau en milieu rural

Le dernier mythe est qu'il existe une solution rapide pour l'alimentation en eau en milieu rural; une idée simple telle qu'une nouvelle pompe ou une manière judicieuse d'organiser un comité villageois. Nous pensons que pour assurer un niveau de base pour un service fiable pour toutes les populations rurales, il n'existe pas de solution rapide qui puisse remplacer plusieurs années de négociations politiques, de renforcement des capacités institutionnelles, d'éducation, d'investissement à long terme et d'innovation.

Figure 8: Une pompe à corde fournit de l'eau en Ouganda



Figure 9: Collecte d'eau en Ouganda



Synthèse

Plutôt que d'être limités par les mythes dans le secteur de l'alimentation en eau en milieu rural, nous devons élaborer des approches plus souples et adaptables qui tiennent compte de la situation au niveau local. Les populations rurales doivent être considérées à la fois comme des consommateurs et des bénéficiaires. Nous devons opérer un choix parmi toute la gamme d'innovations technologiques disponibles et mettre pleinement à profit les capacités du secteur privé. Ces approches doivent s'inscrire dans le droit fil des politiques nationales, et éclairer celles-ci. Les recommandations des auteurs du présent document sont résumées ci-dessous.

Renforcement des capacités institutionnelles et collaboration avec l'Etat

- Le développement des capacités (en termes de compétences et de ressources humaines), des ressources financières et des systèmes de suivi des organisations qui aident les communautés à gérer leurs systèmes d'alimentation en eau – en particulier les administrations locales; et
- le renforcement des capacités institutionnelles et l'amélioration des mécanismes en vue de rendre plus responsables les ONG, les autres organismes gouvernementaux, les bailleurs de fonds et le secteur privé.

Accent mis sur l'utilisateur

- Prise en compte des autres besoins en eau, notamment pour l'élevage et l'agriculture, ainsi que de la manière dont ces besoins peuvent être mieux mis en rapport avec les besoins en eau potable;
- prise en compte intégrale des valeurs ménagères en ce qui concerne l'eau (en particulier la distance jusqu'à la source et la fiabilité, parallèlement à la qualité de l'eau);
- participation et formation efficaces des communautés avant et après la construction, conformément à leurs besoins spécifiques;
- prise en compte intégrale et test des solutions de rechange à la gestion communautaire, notamment les systèmes appartenant aux ménages ou gérés par des opérateurs privés.

Options techniques abordables et appui à l'investissement des ménages par le truchement de l'auto-provisionnement

- Présentation et démonstration de choix réels et abordables pour l'alimentation en eau des ménages;
- une plus grande reconnaissance de la contribution financière que de nombreux ménages et communautés pourraient apporter afin d'améliorer leur propre alimentation en eau;
- des mécanismes novateurs de subvention permettant aux utilisateurs d'agir en qualité d'acheteurs et non de bénéficiaires des technologies;
- amélioration des connaissances et aptitudes des institutions et prestataires de services locaux de manière qu'ils encouragent activement les ménages et les communautés à améliorer leur propre alimentation en eau, c'est-à-dire moderniser les installations existantes ou en construire de nouvelles.

Le secteur privé

- Soutien stratégique afin de permettre au secteur privé de se développer et de devenir beaucoup plus actif en matière d'alimentation en eau en milieu rural;
- documentation des technologies viables, ainsi que des systèmes d'entretien et de gestion permettant de mettre à profit le secteur privé.

Procédures de financement et de programme

- Sensibilisation des organismes sur les préjudices que peuvent causer des approches et mesures malavisées – afin qu'ils prennent conscience de la nécessité de respecter les politiques en vigueur; sensibilisation des organismes d'alimentation en eau en milieu rural sur les préjudices qu'ils peuvent causer en adoptant des approches et initiatives malavisées;
- création de mécanismes financiers et de systèmes d'appui institutionnel réalistes et à long terme qui assurent la durabilité de l'infrastructure d'alimentation en eau pendant toute sa durée de vie et, en définitive, un service permanent;
- un niveau élevé de coordination entre les acteurs du secteur de l'alimentation en eau en milieu rural aux niveaux national et local;
- un niveau élevé de professionnalisme et d'éthique professionnelle parmi les acteurs du secteur de l'alimentation en eau en milieu rural;
- élaboration de voies et moyens de veiller à ce que les calendriers d'exécution des projets soient dans l'intérêt des populations rurales et non des organismes de financement.

Rôle du Réseau d'alimentation en eau en milieu rural (RWSN)

La formulation de recommandations concernant les aspects susmentionnés peut apparaître comme un lieu commun. Les changements qui, à notre avis, sont nécessaires ne peuvent certainement pas être apportés dans le cadre d'un projet triennal classique. Pour nous, le présent document s'inscrit dans le cadre d'un processus à long terme qui associe une large gamme de parties prenantes. Des discussions et débats importants sur les mythes et recommandations qui y figurent sont nécessaires, ainsi que l'identification de mesures et de défenseurs (individus et organisations) du changement spécifiques.

Cependant, le Réseau d'alimentation en eau en milieu rural (RWSN) et d'autres parties prenantes ont déjà commencé à mettre en œuvre certaines de ces recommandations. L'étendard de l'auto-provisionnement a servi d'élément catalyseur pour des études et projets pilotes et il existe une documentation abondante sur les investissements financés par les ménages, qui sont mieux connus sous le nom de système d'auto-provisionnement. Les travaux concernant les forages économiques, qui sont un concept phare, ont contribué à améliorer le profil des forages manuels, une technologie qui peut être adoptée par les entreprises locales et achetée par les membres du ménage eux-mêmes. En ce qui concerne l'alimentation durable en eau en milieu rural, au fil des années, un certain nombre de pays (notamment la Tanzanie, l'Ouganda, le Ghana, la Zambie, le Malawi et l'Éthiopie) ont bénéficié d'un soutien en vue d'améliorer leurs chaînes d'approvisionnement en pompes manuelles et d'élaborer des mécanismes nationaux pour l'exploitation et l'entretien.

Par le truchement de ses *séries de publications relatives à ses notes de terrain*, aux *expériences* et *perspectives* de membres, le RWSN offre à ses membres une plateforme pour la publication et la révision systématique des documents relatifs à leurs activités. De toute évidence, avec une participation accrue des partenaires à l'exécution du RWSN (UNICEF, WaterAid, WSP, Banque africaine de développement et Skat), ainsi que les membres du RWSN, l'on pourrait faire davantage. Les initiatives qui permettent aux organisations d'apprendre par l'action et de partager leurs expériences avec les autres sont tout à fait nécessaires.

A présent, nous donnons la parole aux lecteurs. Nous vous invitons à formuler des commentaires sur ces mythes et la manière dont vous pourriez relever ou êtes déjà en train de relever les défis susmentionnés.

Veuillez envoyer vos commentaires à Kerstin Danert au Secrétariat du RWSN (les contacts détaillés figurent au dos de la feuille).

Notes et références

1. Iyer, P., J. Davis and E. Yavuz (2006) *Rural Water Supply, Sanitation, and Hygiene: A Review of 25 Years of World Bank Lending (1978–2003) - Summary Report*. Water Supply & Sanitation Working Notes, Note No. 10, July 2006, World Bank.
2. WHO/UNICEF (2008) *Joint Monitoring Program*, World Health Organisation, Geneva, Switzerland/UNICEF, New York, USA
3. WSP (2000) *The Growth of Private Sector Participation in Rural Water Supply and Sanitation in Bangladesh, Water and Sanitation Programme, Washington, USA*
4. Voir par exemple:
 - a. WSP (2000) *Afridev Handpumps in Pakistan*, Water and Sanitation Programme, Washington, USA, Disponible sur le site Web de World Wide: [http://www.watersanitationhygiene.org/References/EH_KEY_REFERENCES/WATER/Handpumps/Handpump%20Specific%20Types/Afridev%20Handpumps%20in%20Pakistan%20\(World%20Bank\).pdf](http://www.watersanitationhygiene.org/References/EH_KEY_REFERENCES/WATER/Handpumps/Handpump%20Specific%20Types/Afridev%20Handpumps%20in%20Pakistan%20(World%20Bank).pdf)
 - b. Danert (2006) *A Brief History of Hand Drilled Wells in Niger - Only the Beginning*, Rural Water Supply Network (RWSN), St.Gallen, Switzerland/Water and Sanitation Programme, Washington, USA, Disponible sur le site Web de World Wide: <http://www.rwsn.ch/prarticle.2005-10-25.9856177177/documentation/skatdocumentation.2007-06-04.6706724248>
 - c. Adekile D and Olabode O. (2008) *Hand Drilled Wells in Nigeria*, Rural Water Supply Network (RWSN), St Gallen, Switzerland /UNICEF Nigeria, Disponible sur le site Web de World Wide: <http://www.rwsn.ch/documentation/skatdocumentation.2009-02-27.7138623246>
5. Données collectées par Joe Narkevic (WSP) et Peter Harvey (UNICEF). Voir *les données du Handpump*, Disponible sur le site Web de World Wide <http://www.rwsn.ch/prarticle.2005-10-25.9856177177/prarticle.2005-10-26.9228452953/prarticle.2009-03-09.1365462467> source des données spécifiques du pays.
6. Henao, J and Baanante C. (2006) *Agricultural Production and Soil Nutrient Mining in Africa*. International Centre for Soil Fertility and Agricultural Development, Alabama USA; Carter R.C. and Parker A. (2009) *Climate Change, population trends and Groundwater in Africa*. (Hydrological Sciences Journal - In press).

Elaboration du document

Le présent document a été élaboré par le Comité de pilotage exécutif du Réseau d'alimentation en eau en milieu rural (RWSN). Il s'inspire, dans une large mesure, des documents de base élaborés par Kerstin Danert et Peter Harvey et des commentaires de Richard Carter, ainsi que les connaissances et expériences de tous les membres du Comité de pilotage exécutif. Dans le cadre du processus, un atelier a été organisé en septembre 2008. Celui-ci a adopté les principales questions qui seraient abordées dans le document. Barbara Evans a élaboré l'avant-projet de document et aidé à coordonner et documenter le processus de l'atelier. Ce travail a été suivi d'un processus d'examen approfondi afin de parvenir à un consensus.

Les membres du Comité de pilotage exécutif du RWSN sont: Clarissa Brocklehurst (UNICEF), Peter Harvey (UNICEF), Kerstin Danert (SKAT), Erich Baumann (SKAT), Vincent Casey (WaterAid), Wambui Gichuru (WSP), Boniface Aleobua (BAD) et Sally Sutton.

Traduit en français par l'IIED (International Institute for Environment and Development)

Rétroaction

Prière de nous envoyer vos commentaires sur les mythes du secteur de l'alimentation en eau en milieu rural et indiquer comment vous pouvez contribuer, à titre individuel ou en tant qu'organisation particulière, à relever les défis que nous avons identifiés.

Vous pouvez envoyer vos contributions à Kerstin Danert au Secréariat du RWSN (les contacts détaillés figurent à droite de la page).

Contact




Le RWSN (Réseau pour l'approvisionnement en eau en milieu rural) est un réseau mondial de connaissances pour la promotion de pratiques saines d'approvisionnement en eau en milieu rural.

Secrétariat RWSN
SKAT Foundation
Vadianstrasse 42
CH-9000 St.Gallen
Switzerland

Phone: +41 71 228 54 54
Fax: +41 71 228 54 55
courriel: rwsn@skat.ch
Web: www.rwsn.ch



 Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC

skat_foundation